



Independent observer  
of the Global Fund

## Lutter contre les maladies dans un monde en crise.

Chèr(e)s abonné(e)s,

Le [premier article](#) de ce numéro est une présentation des différents points à l'ordre du jour des réunions des comités stratégie, gouvernance et éthique du Conseil d'administration du Fonds mondial qui se sont tenues du 9 au 12 octobre 2023. Dans le prochain numéro de l'OFM (no 158), nous analyserons la quasi-totalité des sujets qui ont été débattus pendant et après ces différentes réunions.

Mais en amont de ce numéro annoncé, nous avons choisi de mettre immédiatement en lumière les principales articulations du rapport Climat et santé présentées par le Secrétariat du Fonds mondial au cours de la réunion du Comité stratégique. [C'est l'objet du deuxième article de ce numéro](#). Les commentaires des parties prenantes portant sur ce rapport font également partie de cet article.

Le [troisième article](#) est consacré aux effets délétères de la crise politico-sécuritaires sur la lutte contre les maladies au Niger. Le putsch militaire intervenu le 26 juillet 2023 au Niger a été suivi de larges sanctions économiques et financières avec effets immédiats. Les conséquences de ces sanctions, qui touchent les banques, l'électricité, les produits alimentaires ou les fournitures médicales pèsent déjà et pèseront davantage sur la population nigérienne. Si rien n'est fait, cette situation risque de mettre en péril les énormes progrès enregistrés jusqu'ici par le pays en matière de lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme. Ce constat alarmant est en même temps une invitation adressée aux différents acteurs

(nationaux, sous-régionaux et internationaux) afin qu'ils rétablissent les conditions optimales pour une délivrance efficiente des services de santé. C'est une question de vie ou de mort pour de milliers de Nigériennes et Nigériens.

Les articles [4](#) et [5](#) de ce numéro s'intéressent à l'actualité relative à la déclaration politique sur la tuberculose adoptée récemment par l'Assemblée générale des Nations unies. En effet, dans un communiqué de presse daté du 9 octobre, le Partenariat Halte à la tuberculose a annoncé que l'Assemblée générale des Nations unies avait officiellement adopté par consensus la Déclaration politique de la Réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose. Les États membres ont examiné et adopté la déclaration par le biais de la résolution des Nations unies A/78/L.4. Cela fait suite à l'adoption de la déclaration lors de la réunion de haut niveau sur la tuberculose du 22 septembre. Cette étape importante confère à la déclaration l'approbation et le soutien de tous les États membres des Nations unies.

Enfin, nous clôturons le numéro de cette semaine avec [un article qui soulève la question parfois controversée de l'appropriation des programmes du Fonds mondial par les pays](#). C'est le cas de la Zambie, où la société civile a publiquement pris à partie l'équipe nationale du Fonds mondial dans une lettre ouverte à Peter Sands, Directeur exécutif du Fonds mondial, pour se plaindre de son comportement contrôlant lors des négociations d'octroi de subventions. Jusqu'où va-t-on, demandons-nous, lorsque le droit d'un pays à décider de ses propres programmes semble être en contradiction avec ce que le bailleur de fonds de ces programmes veut voir ? Et surtout lorsque les idées d'un donateur sur l'appropriation par le pays sont présentées par les bailleurs de fonds comme l'idéal auquel les pays doivent aspirer.

Comme toujours, Aidspan et son équipe de rédaction, sous la direction d'Ida Hakizinka, font de leur mieux pour assurer l'exactitude des données et des déclarations dans nos articles publiés – et donc l'inclusion d'hyperliens – mais si vous, le lecteur, identifiez une erreur ou une omission importante, veuillez-nous en informer et nous fournir la source de vos données ; nous serons heureux de publier une correction ou un amendement.

Si vous appréciez l'OFM et le trouvez pertinent pour votre travail, veuillez encourager vos collègues et ami(e)s à s'abonner.

Les suggestions et commentaires peuvent nous être adressés à Ida Hakizinka ou Christian Djoko, en anglais, français ou espagnol, à l'adresse [ida.hakizinka@aidspan.org](mailto:ida.hakizinka@aidspan.org) ou [christian.djoko@aidspan.org](mailto:christian.djoko@aidspan.org).

L'équipe éditoriale d'Aidspan

[Read More](#)

---